

PREFET DU PAS-DE-CALAIS  
Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais  
chargé de l'administration de l'État dans le département

PRÉFECTURE  
DIRECTION de la COORDINATION des POLITIQUES PUBLIQUES  
et de l'APPUI TERRITORIAL  
BUREAU des INSTALLATIONS CLASSÉES, de l'UTILITÉ PUBLIQUE  
ET DE L'ENVIRONNEMENT  
Section des INSTALLATIONS CLASSÉES  
DCPPAT-BICUPE-SIC-ND-2017 ~ 68

INSTALLATIONS CLASSEES  
POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

-----  
**SA COLAS NORD PICARDIE**

-----  
**Commune de TILQUES**

-----  
**ARRETE DE MISE EN DEMEURE**

**VU** le Code de l'Environnement ;

**VU** le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

**VU** le décret du 21 juillet 2015 portant nomination de M. Marc DEL GRANDE, administrateur civil hors classe, Sous-Préfet hors classe, en qualité de Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais (classe fonctionnelle II) ;

**VU** l'arrêté préfectoral du 14 mai 2009 par lequel la société COLAS NORD PICARDIE s'est vue transférer l'autorisation d'exploiter la carrière de TILQUES précédemment exploitée par M. Arthur PICOT par arrêté du 3 octobre 1977 modifié ;

**VU** la visite d'inspection réalisée par l'Inspection de l'Environnement en date du 8 décembre 2016 ;

**VU** le rapport de visite de la Direction Régionale de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement, Inspecteur de l'environnement en date du 27 janvier 2017 ;

**VU** la lettre du 27 janvier 2017 informant la société COLAS NORD PICARDIE de la proposition de mise en demeure ;

**VU** le courrier en réponse du 8 février 2017 de la société COLAS NORD EST ;

**VU** le courriel du 15 février 2017 de l'inspection de l'environnement ;

**Considérant** que lors de l'inspection du 08 décembre 2016, il a été constaté que :

- La remise en état du site n'est pas finalisée ;
- La clôture a fait l'objet de nouvelles dégradations en de multiples endroits et qu'une remise en état est indispensable pour sécuriser le site ;

- L'exploitant n'a pas été en mesure de tenir à la disposition de l'inspection de l'environnement le plan à l'échelle 1/2000 sur lequel figurent les zones remises en état ;
- L'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les résultats de la surveillance des eaux souterraines ;

**Considérant** que cette situation constitue un manquement aux dispositions des articles 8.2, 9, 11, 13.4 de l'arrêté préfectoral du 14 mai 2009 susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société S.A. COLAS NORD PICARDIE de respecter les dispositions des articles 8.2, 9, 11, 13.4 de l'arrêté préfectoral du 14 mai 2009 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** la vacance de poste de Préfet ;

**SUR** proposition du Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais ;

### **ARRETE :**

#### **ARTICLE 1er :**

La société S.A. COLAS NORD PICARDIE, exploitant une carrière sur la parcelle ZC n°80 du plan cadastré de la commune de TILQUES, est mise en demeure de respecter les dispositions des articles 8.2, 9, 11 et 13.4 de l'arrêté préfectoral du 14 mai 2009 suivants les délais définis ci-après à compter de la notification du présent arrêté :

<b>Références des articles</b>	<b>Délais</b>
Article 8. 2 " Remise en état "	<b>6 mois</b>
Article 9 " Clôture et accès "	<b>8 jours</b>
Article 11 " Plans "	<b>15 jours</b>
Article 13.4 " Surveillance des eaux souterraines "	<b>8 jours</b>

#### **ARTICLE 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant conformément à l'article L. 171-7 du code de l'environnement, les sanctions prévues par les dispositions du II de l'article L. 171-8 du même code.

#### **ARTICLE 3 : DELAI ET VOIE DE RECOURS**

Conformément à l'article L171-11 du code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Conformément à l'article R421-1 du code de la justice administrative, il peut être déféré à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de LILLE dans un délai de deux mois à compter de sa notification.

#### **ARTICLE 4: PUBLICITE**

Une copie du présent arrêté est déposée en Mairie de TILQUES et peut y être consultée.  
Cet arrêté sera affiché en Mairie de TILQUES pendant une durée minimale d'un mois.  
Procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité sera dressé par les soins du Maire de cette commune.

#### **ARTICLE 5: EXECUTION**

Le Secrétaire Général de la Préfecture du Pas-de-Calais, le Sous-Préfet de SAINT OMER, l'Inspecteur de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société COLAS NORD PICARDIE et dont une copie sera transmise à la mairie de TILQUES.

ARRAS, le **17 MARS 2017**  
Le Secrétaire Général  
chargé de l'administration de l'État dans le département,

Marc DEL GRANDE



#### **Copies destinées à :**

- SA COLAS NORD PICARDIE
- Sous-Préfecture de SAINT OMER
- Mairie de TILQUES
- Direction Régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement  
Inspecteur de l'Environnement à LILLE
- Dossier
- Chrono
- Affichage

